

# François Hollande : l'art de mécontenter !



KHALID  
ADNANE

Collaboration spéciale  
ANALYSE

Il y a un an, l'élection présidentielle française prenait fin avec la victoire du candidat socialiste, François Hollande, connu avec son célèbre slogan « Le changement, c'est maintenant ! ». Cette victoire nourrissait, chez beaucoup de ses concitoyens, la promesse de meilleures perspectives pour eux ainsi qu'un nouvel élan pour leur pays. Aujourd'hui, devant la situation sombre de l'économie française, l'espoir fait place à la déception, parfois même à l'amertume. Comment alors expliquer un mécontentement tout aussi généralisé que sévère ?

## Redressement budgétaire

Manifestement, c'est la question des finances publiques qui vient le hanter en premier lieu. M. Hollande, qui a martelé pendant toute sa campagne électorale son rejet systématique de l'austérité (ou de la rigueur !) comme fatalité, n'a pas tardé à changer de cap et à en faire une avenue très acceptable, voire souhaitable. Sous la pression des marchés financiers, d'une part, et de ses vis-à-vis européens (l'Allemagne en premier), d'autre part, il a choisi de se rallier à la logique des comptes publics et au nécessaire ajustement budgétaire.

Mais le problème ne réside pas seulement dans ce virage. Il se trouve davantage dans l'obsession qu'il a eue de fixer dès cette année — coûte que coûte — la cible du déficit budgétaire à 3 % du PIB, alors que presque tous les experts jugeaient

cette cible irréaliste vu les perspectives économiques négatives prévues pour la zone euro, et plus particulièrement pour la France. Par exemple, la Commission européenne (CE) a tout dernièrement fait savoir que, selon ses calculs, Paris ne pourrait pas atteindre cette cible ni cette année ni l'an prochain et, par conséquent, elle lui accordait un délai supplémentaire de deux ans pour réaliser cet objectif.

Cette annonce de la CE confirme le sentiment chez un bon nombre de Français que les sacrifices qu'ils ont acceptés cette année, tant en matière de contraction des dépenses publiques que sur le plan des hausses d'impôts, ont été visiblement vains. Et pour en rajouter, l'INSEE vient d'indiquer que pour la première fois depuis 1984, leur pouvoir d'achat a baissé, notamment à cause des pressions fiscales de cette année.

## Emploi, fiscalité, etc.

Par ailleurs, le taux de chômage, un thème central de la campagne électorale de M. Hollande, est loin de reculer ou de se stabiliser. Au contraire, à cause d'une croissance économique au point mort, il a plutôt continué sa progression, avec comme résultat qu'à la fin mars 2013, le taux de chômage se situait à 10,8 % (le double de celui de l'Allemagne). Concrètement, cela veut dire environ 3,22 millions de chômeurs alors qu'ils étaient 2,9 millions à pareille date l'an dernier. De plus, ce taux chez les jeunes de moins de 25 ans, à qui M. Hollande avait promis des mesures robustes pour leur intégration au marché du travail, se situe à un niveau historique de près de 26 %. Il faut dire que cette hausse du taux de chômage est étroitement liée aux dif-



AGENCE FRANCE-PRESSE

François Hollande déplaît aux Français avec son obsession de fixer dès cette année la cible du déficit budgétaire à 3 % du PIB.

ficultés économiques dans la zone euro ainsi qu'aux différences profondes du marché du travail français (en matière de flexibilité et de compétitivité) vis-à-vis ses concurrents, notamment l'Allemagne et même maintenant, l'Espagne en crise.

Enfin, il y a quelques dossiers qui ont coûté cher au président, surtout le projet de loi autorisant le mariage de couples du même sexe : un dossier qui a déchiré la France et qui a polarisé plus que jamais les groupes politiques, autant du côté de la droite que de la gauche. Il y a eu aussi le scandale entourant Jérôme Cahuzac, l'ancien ministre du Budget, responsable, entre autres, de lutter contre l'évasion fiscale, et qui a dû démissionner après son aveu de possession de comptes bancaires personnels à l'étranger. Cette situation a terni l'image de probité et de

transparence mise de l'avant par le président, notamment, face à son prédécesseur. Finalement, la question de la taxation des plus riches et du fameux taux de 75 % sur les revenus de plus de un million d'euros, ainsi que la gestion maladroite de la saga (pour ne pas dire, le feuilleton) « Gérard Depardieu » a représenté tout un boulet pour le président.

## Dure gouverne!

Pour le reste, M. Hollande semble s'en être bien tiré. En fait, lorsqu'on regarde de plus près la liste de ses engagements, les fameuses « soixante promesses », son bilan est loin d'être si négatif. Le journal français *Libération* a d'ailleurs établi cette semaine que 31 des 60 engagements pris en campagne électorale sont honorés ou en voie de l'être. C'est quand même un très

bon ratio pour une première année au pouvoir. Le problème, pour M. Hollande, reste que plusieurs de ces engagements mis en place, comme les emplois d'avenir ou la réforme du marché du travail, ne donneront leurs véritables fruits qu'à moyen et à long terme. C'est ce qui explique que sa cote de popularité se situe à 25 % seulement, un creux inédit pour un président en première année de mandat.

Mince consolation pour M. Hollande : l'impopolarité fait partie des paramètres fondamentaux de la gouverne. Comme le disait si bien l'écrivain Anatole France : « D'abord, il n'y a pas de gouvernements populaires [Car] Gouverner, c'est mécontenter »!

*Khalid Adnane est économiste à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke.*

## TRIBUNE LIBRE

# Des femmes dans les conseils municipaux

Quand on demande à des femmes si elles ont déjà envisagé se lancer en politique municipale, elles sont peu nombreuses à répondre, souvent avec une certaine gêne, « oui », suivi rapidement d'un « mais... ». Mais... je n'ai pas ce qu'il faut... Serais-je à la hauteur? Quelle contribution puis-je apporter?

Le Centre des femmes du Val-Saint-François a approché quelques femmes qui siègent dans des conseils municipaux pour leur demander ce qu'elles ont à répondre à ces hésitations.

Pour Cécile Laliberté, mairesse de Bonsecours depuis bientôt 10 ans, « en tant que femme, nous portons plusieurs

« chapeaux » : femme, épouse, mère, psychologue, administratrice, infirmière, comptable... et bien d'autres. Avec nos multiples expériences, nous pouvons aussi faire une différence dans le monde de la politique municipale, avec nos nombreuses connaissances et compétences, en « équilibrant » les conseils municipaux ».

Nathalie Durocher, conseillère municipale à Asbestos, propose pour sa part une petite histoire : « Lundi soir, 17 h, une femme arrive du travail; elle prépare le souper, part une brassée de lavage, écoute l'histoire de son ado qui a eu des problèmes à l'école, note la prochaine rencontre de

parents pour le lendemain soir, organise le transport du petit dernier pour le hockey, répond au sondage téléphonique avec toute la gentillesse nécessaire pour dire non, merci. »

Si vous vous reconnaissez dans cette histoire, la politique est faite pour vous. Vous avez en effet tous les atouts nécessaires pour bien réussir : le sens de l'organisation ou l'art de faire plusieurs tâches en même temps;

de l'empathie envers les problèmes de vos enfants qui se transformera en écoute auprès des besoins de vos citoyens;

l'énergie à représenter votre municipalité sur des comités de travail;

la capacité à déléguer et à

travailler en équipe;

le tact pour bien répondre aux demandes qui seront formulées par les citoyens.

Pour Sylvie Bureau, mairesse de Windsor, « les principales qualités pour être en politique sont la détermination, l'engagement, la disponibilité, la conscience sociale, le respect des autres. Il ne faut jamais perdre de vue que le citoyen est notre priorité, ne jamais aller en politique pour une raison personnelle et être capable de faire face à la critique souvent négative face aux politiciens. Les femmes possèdent ces qualités autant que les hommes ».

En plus de ces qualités et valeurs, les femmes ont

de plus en plus des formations et des expériences en emploi qui peuvent faire une différence. Le 3 novembre prochain, plus de 1100 municipalités du Québec seront en élection afin de pourvoir à plus de 8000 postes de maire et de conseiller. Nous faisons un appel aux femmes, pourquoi ne pas poser votre candidature ou inviter une femme que vous connaissez à le faire? L'organisme Ma place en politique ([www.maplaceenpolitique.com](http://www.maplaceenpolitique.com)) peut vous accompagner dans ce processus.

## Marie-Andrée Dupont

Centre des femmes du Val-Saint-François